

CHOSSES D'EUROPE

Paris, 1er décembre 1892.

ON me demande de vous dire, mesdames, ce qui se passe d'intéressant dans la vieille Europe, de vous tenir au courant de tout ce qui peut en affecter l'équilibre tant dans le présent que dans l'avenir.

C'est présumer beaucoup de mes forces, de mes lumières et de mon jugement. En vérité, c'est là œuvre de diplomate doublé d'un philosophe !

Pour vous parler du présent il faudrait bien un peu examiner le passé, des effets remonter aux causes.

Je ne suis ni diplomate ni philosophe, je me contenterai de vous faire un peu d'histoire avant que défilent devant vous les personnages qui tiennent les premiers rôles sur la grande scène de la politique où se jouent les destinées des peuples.

Si vous voulez bien, mesdames, prendre une carte géographique un peu récente et suivre du bout de votre doigt fin mes pérégrinations à travers le continent, vous vous rendrez un compte plus exact de l'état de choses actuel et je crois sincèrement que vous vous intéresserez davantage à la partie qui se joue sous vos yeux entre les peuples de l'Europe et peut-être aussi à mes petites causeries.

La paix règne aujourd'hui de ce côté-ci de l'Atlantique, du moins c'est ce que répètent à tout propos, les chefs de gouvernement, qui, lorsqu'ils se rencontrent vont même jusqu'à s'embrasser ; mais leur confiance dans ces déclarations et dans leurs protestations d'amitié n'est pas tellement grande qu'ils fassent poser les armes à leurs soldats.

Non, la paix existe, mais c'est la paix armée. Elle n'a pas pour base la confiance mutuelle. La crainte est sa raison d'être.

Le jour où une nation se croira assez forte pour vaincre, la paix cessera.

C'est qu'il plane constamment au-dessus de l'Europe deux ou trois grands problèmes qui demandent une solution. Le malheur veut que ces problèmes soient des nœuds gordiens qui ne peuvent être tranchés sans qu'en même temps quelqu'un en soit blessé. Il y a des plaies qui ne peuvent être guéries sans qu'une autre se produise aussitôt.

* *

La France et l'Allemagne se battent depuis des siècles pour la possession du Rhin.

Bonaparte affirmait que la France devait avoir pour frontière de l'est, le Rhin sur tout son parcours et en 1803 sa prétention était admise par la Prusse et l'Autriche qui sanctionnaient officiellement l'annexion de la Belgique conquise par les soldats de la Révolution. En 1815 la France perdait à peu près toutes ses conquêtes et ne conservait que la partie supérieure du grand fleuve, le haut-Rhin. C'était peu que ce point de contact, mais le Rhin ne devenait pas complètement allemand et c'était encore un baume à la grande blessure que portait au flanc la patrie vaincue et amoindrie.

En 1870 la Prusse ne se contenta pas de nous chasser des rives tant convoitées de ce fleuve, elle fit une profonde entaille dans notre sol et nous enleva un million et demi de français qui devinrent des exilés dans leur propre pays.

Toute l'Allemagne battit des mains après le traité de Francfort. Elle croyait la guerre glorieusement terminée et se voyait en possession de deux belles provinces en sus des cinq milliards qu'elle encaissait.

La guerre finie ! Allons donc, elle ne faisait que commencer ; ce n'est pas tout que de faire du butin, il faut aussi le conserver. Pour ne pas lâcher sa prise l'empire germanique s'est vu obligé de dépenser les cinq milliards français ; ceux-ci fondus les milliards